

Dans ce numéro

Un mort et un blessé après des tirs de l'armée algérienne contre deux habitants des camps de Tindouf...

(Page 2)

L'Égypte accusée par Disclose d'avoir détourné des renseignements militaires français...

(Page 3)

Une plainte d'Apple déposée contre la société israélienne commercialisant le logiciel espion Pegasus...

(Page 4)

Pékin et Moscou prépareraient des mesures conjointes visant à contrer la menace militaire croissante des États-Unis...

(Page 5)

Signature d'un accord de coopération en matière de défense entre la Maroc et Israël...

(Page 6)

Entrée en mer Noire du destroyer lance-missiles de l'US Navy Arleigh Burke...

(Page 7)

FORMULATION D'ARTICLE

- Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

La Chine poursuit ses réformes visant à améliorer ses capacités opérationnelles selon le rapport d'un institut japonais...

L'Institut national japonais d'études de défense affirme que la Chine poursuit ses réformes militaires afin d'améliorer ses capacités opérationnelles dans de multiples domaines. L'institut a publié vendredi son rapport annuel sur la Chine qui met l'accent sur les efforts déployés par le pays depuis le milieu des années 2000 pour atteindre une capacité d'opérations intégrées. L'idée est de relier les secteurs conventionnels de la terre, de la mer et de l'air à de nouveaux domaines tels que l'espace, le cyberspace et la guerre électronique. Le rapport indique que depuis 2012, sous la direction du président Xi Jinping, l'Armée populaire de libération a entrepris les plus grandes réformes de son histoire pour renforcer sa capacité à mener des opérations intégrées. L'expansion d'une unité amphibie similaire au corps des Marines américains est citée en exemple. Le rapport indique que la Chine a également mis en place un nouveau système de contrôle des frontières maritimes en plaçant ses garde-côtes sous l'administration de la Force de police armée du peuple, qui est sous le commandement direct de la Commission militaire centrale. Le rapport indique que la Chine organise activement des exercices près de Taïwan et en mer de Chine méridionale, et s'engage dans des manœuvres conjointes avec la Russie dans le cadre des efforts visant à améliorer les opérations et le commandement. Dans le même temps, le document indique que l'armée chinoise est confrontée à divers défis, tels que la difficulté de recruter du personnel possédant des connaissances avancées en science et en technologie.

(Radio Japon international, le 26-11-2021)

Renforcement de la coopération sécuritaire entre le Japon et le Vietnam...

Les ministres japonais et vietnamien de la Défense ont convenu de renforcer la coopération en matière de sécurité alors que des inquiétudes concernant les revendications territoriales chinoises se font de plus en plus ressentir. Kishi Nobuo, le ministre japonais de la Défense, a rencontré son homologue vietnamien Phan Van Giang, mardi à Tokyo. Sans nommer explicitement la Chine, M. Kishi a expliqué lors de la rencontre que l'environnement sécuritaire entourant le Japon et le Vietnam était incertain et de plus en plus préoccupant. Il a indiqué que les tentatives unilatérales et coercitives de changer le statu quo dans les mers de Chine orientale et méridionale étaient de plus en plus graves. Les deux ministres de la Défense ont partagé leur forte opposition à de telles actions et ont convenu de renforcer la coopération pour maintenir l'ordre international existant basé sur l'État de droit. Les ministres ont aussi convenu de coopérer dans le domaine de la cybersécurité. Ils ont par ailleurs abordé une possible accélération des discussions concernant un accord, approuvé en septembre, qui permettrait au Japon de fournir du matériel et de la technologie de défense au Vietnam.

(Radio Japon international, le 24-11-2021)

Les FARC de Colombie en passe d'être retirées de la liste américaine des organisations terroristes...

Bientôt les FARC de Colombie ne vont plus figurer sur la liste américaine des organisations terroristes. L'annonce de ce retrait de la liste noire a été faite en amont du cinquième anniversaire, aujourd'hui, de l'accord de paix passé avec les anciens rebelles colombiens. Après 52 ans de guerre civile, le mouvement comptait près de 13 000 combattants qui ont déposé les armes fin 2016. Le mouvement armé s'est commué depuis en parti politique.

(Deutsche Welle, le 24-11-2021)

Un mort et un blessé après des tirs de l'armée algérienne contre deux habitants des camps de Tindouf...

Ce n'est pas la première fois qu'un tel incident éclate au Sahara. Deux Sahraouis, des habitants des camps de Tindouf, ont été la cible de tirs de l'armée algérienne. Ils se trouvaient à cinq kilomètres à l'ouest de ces camps. Deux jeunes Sahraouis ont donc été visés, deux chercheurs d'or. Le premier, un enfant, a été tué, l'autre blessé. C'est un événement qui est loin d'être isolé. Il y a quatre jours déjà, des tirs de l'armée algérienne avaient visé deux personnes issues de la tribu Sellam Rguibat. Là aussi, l'une d'entre elles avait été tuée, l'autre blessée.

(Médi-1, le 27-11-2021)

À Mogadiscio, au moins huit morts après un attentat à la bombe revendiqué par Al-Shabaab...

La Turquie a fermement condamné l'attaque terroriste perpétrée devant une école à Mogadiscio, la capitale de la Somalie, qui a fait de nombreux morts. Une déclaration faite par le ministère des Affaires étrangères rapporte qu'ils ont appris avec tristesse l'attentat à la bombe perpétré devant une école dans le district Hodan de Mogadiscio, qui a fait au moins huit morts et de nombreux blessés dans la matinée. « Nous condamnons fermement cette attaque terroriste odieuse et présentons nos condoléances au gouvernement ami et frère de la Somalie et à son peuple. Nous souhaitons la miséricorde de Dieu à ceux qui ont perdu la vie dans l'attaque et un prompt rétablissement aux blessés » note la déclaration notant que la Turquie continuera à soutenir la Somalie dans sa lutte contre le terrorisme. La police somalienne a annoncé qu'un attentat à la bombe avait été perpétré alors que le convoi de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) passait dans la ville, et que huit personnes ont été tuées et vingt-trois autres blessées dans l'attaque. L'organisation Al-Shabaab a revendiqué l'attaque.

(La voix de la Turquie, le 25-11-2021)

Au moins neuf gendarmes tués par des djihadistes présumés dans le centre-nord du Burkina Faso...

Au Burkina Faso, au moins neuf gendarmes ont été tués dimanche à Foubé, dans le centre-nord, lors d'une attaque attribuée à des djihadistes, selon des forces sécuritaires hier. Des individus armés non identifiés ont perpétré une attaque meurtrière contre le détachement de gendarmerie de Foubé indique une source sécuritaire ajoutant que de nombreux éléments sont toujours portés disparus.

(La voix de l'Amérique, le 23-11-2021)

Treize djihadistes présumés tués par la Force multinationale mixte dans le sud-est du Niger...

Au Niger, la Force multinationale mixte affirme avoir tué treize djihadistes de Boko Haram lors d'une opération de ratissage aux alentours de Diffa, la grande ville du sud-est proche du Nigeria. Selon un communiqué de cette force composée du Nigeria, du Tchad, du Cameroun et du Niger, l'opération a été menée du 21 au 23 novembre aux alentours de la ville de Diffa afin de neutraliser toute présence terroriste dans la zone et lutter contre les infiltrations de Boko Haram. La zone visée par cette opération abrite un réseau complexe de financement des activités terroristes mis en place par Boko Haram, ajoute la Force multinationale mixte. Des armes, dont des fusils AK-47, des pistolets automatiques, des grenades, des chargeurs, des munitions ainsi que des produits pharmaceutiques ont également été saisis.

(La voix de l'Amérique, le 25-11-2021)

En RDC, cinq ressortissants chinois enlevés par des inconnus armés dans le Sud Kivu...

L'insécurité continue de régner dans l'est de la RDC malgré l'état d'urgence. Cinq Chinois travaillant

dans une mine d'or ont été kidnappés. Un policier congolais a été tué et un autre blessé par des hommes armés non identifiés ce week-end. Cela s'est passé dans le Sud Kivu. Selon le major Dieudonné Kasereka, porte-parole de l'armée dans la région, c'est vers 2 heures du matin, dans la nuit de samedi à dimanche que le campement d'un groupe de Chinois a été attaqué par des bandits armés à Mukera, village situé à environ 25 kilomètres de Fizi Centre. Ils étaient quatorze au total, cinq ont été emmenés par ces assaillants vers une destination inconnue. Les neuf autres ont pu être évacués en lieu sûr, a-t-il ajouté. Selon le colonel David Epanga, commandant du régiment des forces armées de la RDC à Fizi, un policier a été tué et un autre blessé durant cette attaque. Les Chinois enlevés font partie du personnel d'une entreprise exploitant depuis quatre à cinq mois une mine d'or dans la région a précisé Lusambya Wanumbe président de la société civile de Fizi. Selon lui, ils avaient du mal à démarrer ces activités du fait des contestations de la population leur reprochant de ne pas respecter le cahier des charges.

(La voix de l'Amérique, le 22-11-2021)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

L'Égypte accusée par *Disclose* d'avoir détourné des renseignements militaires français...

Une aide militaire de Paris destinée à l'Égypte afin de lutter contre le terrorisme aurait été détournée par le pouvoir égyptien pour bombarder des civils dans l'ouest du pays au nom de la lutte contre la contrebande. Paris a demandé l'ouverture d'une enquête. C'est le média d'investigation en ligne *Disclose* qui fait ces révélations. Le site d'enquête a eu accès à des documents classés Confidentiel Défense. Tout commence le 13 février 2016 quand quatre militaires et six civils français de la DRM, la Direction du renseignement militaire, ainsi qu'un avion de surveillance, sont déployés sur le sol égyptien. L'opération est baptisée *SIRLI*. Le Caire avait prétexté vouloir lutter contre les groupes terroristes venant de la frontière libyenne, mais il s'agit en fait de lutter contre les nombreux trafics dans le désert occidental égyptien. Après les premiers vols de reconnaissance effectués par les Français, plusieurs pick-up sont détruits par des missiles égyptiens. Les membres de la DRM envoyés en Égypte vont plusieurs fois alerter leur hiérarchie à Paris, explique encore le site dans son enquête, mais sans succès, précisant à leurs supérieurs que la problématique terroriste n'avait jamais été abordée par les Égyptiens, ce qui montre bien le détournement du renseignement militaire français. Selon *Disclose*, la France pourrait être impliquée dans dix-neuf bombardements contre des civils entre 2016 et 2018. Suite à ces révélations la ministre des Armées, Florence Parly, a demandé l'ouverture d'une enquête. L'Égypte, elle, n'a cessé de renforcer ses liens militaires avec Paris, en témoigne la commande par Le Caire de trente avions *Rafale* au printemps dernier.

(Radio Vatican, le 23-11-2021)

Suite aux informations selon lesquelles l'Égypte et la France auraient ciblé des civils lors des opérations militaires à la frontière libyenne entre 2016-2018 dans le cadre d'un accord secret, Human Rights Watch (HRW) a demandé à Paris d'enquêter sur la question et de mettre fin à son soutien sécuritaire au Caire. Dans une déclaration faite à ce sujet, HRW a rappelé qu'une enquête avait été ouverte concernant la nouvelle impliquant les forces armées françaises publiée sur le site *Disclose* le 22 novembre. Le texte précise qu'il n'a pas encore été déterminé si l'enquête portera sur la source des fuites ou les allégations qu'elles contiennent. « La France avait également aidé, par le passé, le gouvernement égyptien à faire face au bilan épouvantable des droits de l'Homme » indique le texte. Il note également que l'Égypte fait partie des principaux acheteurs d'armes françaises. « La France continue de signer d'importants accords d'armement avec le gouvernement Al-Sissi sous prétexte de sécurité et de lutte contre le terrorisme, malgré les preuves que certaines de ces armes ont été utilisées pour réprimer violemment des manifestations et perpétrer d'autres violations des droits de l'Homme » relève le texte. HRW a exhorté la France à enquêter immédiatement sur les allégations de *Disclose* et à suspendre toutes les ventes liées à la sécurité avec le gouvernement égyptien. Selon un article du site *Disclose* daté du 22 novembre, basé sur des documents classifiés appartenant à l'Élysée, au ministère de la Défense et à la Direction du renseignement militaire, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian s'est rendu au Caire le 25 juillet 2015, alors qu'il était ministre de la Défense, il a rencontré son homologue égyptien et il a été décidé d'organiser l'opération *SIRLI* à la frontière libyenne dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Alors que la décision de l'opération était confidentielle et qu'aucun accord officiel n'a été signé, la France a partagé des renseignements avec l'Égypte concernant l'opération qui a débuté en février 2016. Les forces françaises en charge de

l'opération ont informé leurs supérieurs que l'Égypte visait des civils accusés de trafic de drogue, et non des terroristes, avec les informations fournies par la France. Un responsable anonyme qui a participé à l'opération a déclaré au site *Disclose* : « Seuls des civils ont été tués lors de l'opération. Les terroristes n'étaient pas dans la région où l'opération a été menée. Ils se trouvaient principalement dans la région du Sinaï dans le nord-ouest du pays ». Selon l'article, l'armée française est responsable d'au moins dix-neuf attaques contre des civils en Égypte entre 2016 et 2018, et des centaines de civils ont été tués dans les attaques.

(La voix de la Turquie, le 24-11-2021)

La Russie préparerait une offensive contre l'Ukraine selon les services de renseignement militaires ukrainiens...

Le chef du service de renseignement militaire ukrainien, Kirilu Budanov, a déclaré, dans la journée de dimanche, que la Russie prévoyait de lancer une offensive contre son pays au début de l'année 2022, notant que Moscou a massé plus de 92 000 de ses soldats autour des frontières de l'Ukraine et se prépare à lancer une offensive vers la fin de janvier ou le début de février prochains. Le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Dmytro Kuleba, a déclaré, lundi, que la possibilité d'une nouvelle offensive de la Russie contre son pays dépend de la force de Kiev et des capacités de ses partenaires. Les relations entre Kiev et Moscou subissent une escalade des tensions depuis près de sept ans, en raison de l'annexion illégale de la Crimée ukrainienne par la Russie et le soutien aux séparatistes pro-russes dans le Donbass.

(La voix de la Turquie, le 24-11-2021)

Une plainte d'Apple déposée contre la société israélienne commercialisant le logiciel espion Pegasus...

Apple a annoncé mardi avoir déposé une plainte contre NSO Group, la société israélienne qui fabrique le logiciel d'espionnage *Pegasus* ayant servi à cibler des utilisateurs d'iPhone. Apple a également demandé au tribunal d'interdire définitivement les programmes de NSO sur ses appareils et services. NSO s'est retrouvée exposée cet été après des enquêtes publiées par un consortium de dix-sept médias internationaux, révélant que *Pegasus* aurait permis d'espionner les téléphones de journalistes, hommes politiques, militants ou chefs d'entreprises de différents pays, y compris le président français Emmanuel Macron. « Sur le marché de l'électronique grand public, les appareils d'Apple sont les plus sûrs, mais les entreprises qui développent des logiciels espions pour le compte d'États sont devenus encore plus dangereux » a déclaré Craig Federighi, le vice-président du groupe californien chargé des logiciels, cité dans un communiqué. « Même si ces menaces pour la cybersécurité n'affectent qu'un petit nombre de nos clients, nous prenons au sérieux toutes les attaques contre nos utilisateurs » a-t-il continué. Début novembre, Washington a ajouté NSO Group à sa liste des entreprises interdites. Le nouveau PDG de NSO Group a ensuite démissionné avant même d'avoir pris ses fonctions expliquant que cette décision avait été motivée par la mise sur liste noire de l'entreprise par le département américain du Commerce. Isaac Benbenisti avait été nommé le 31 octobre comme futur remplaçant du PDG Shalev Hulio, co-fondateur de NSO, qui devait assumer de nouveaux rôles en tant que vice-président et président mondial.

(I24News, le 24-11-2021)

Forte réduction du nombre de pays autorisés à acheter des logiciels espions israéliens...

Le ministère israélien de la Défense a considérablement réduit le nombre de pays auxquels les entreprises israéliennes peuvent vendre des cybertechnologies à la suite des retombées mondiales de l'affaire du logiciel espion de la société israélienne NSO Group. La liste mise à jour en novembre comprend 37 pays, contre 102 auparavant, selon le quotidien d'information économique *Calcalist*. Les pays dont le bilan en matière de droits de l'Homme est douteux, notamment les nouveaux alliés d'Israël que sont le Maroc et les Émirats arabes unis, ont été retirés de la liste selon le site. L'Arabie saoudite et le Mexique figurent également parmi les pays exclus. Les Saoudiens auraient utilisé le logiciel espion *Pegasus* de NSO pour surveiller le journaliste du *Washington Post* Jamal Khashoggi, qui a été tué dans le consulat saoudien à Istanbul en 2018. Le Mexique aurait également utilisé cette technologie de surveillance contre des journalistes et des militants. Cependant, l'Inde, qui a également été accusée d'utiliser le logiciel contre des journalistes, des politiciens de l'opposition et des militants, reste sur la liste mise à jour. Selon *Calcalist*, les nouvelles règles devraient porter un coup sérieux à l'industrie israélienne de la cybertechnologie. NSO Group a essuyé un torrent de critiques dans le monde entier,

suite aux allégations selon lesquelles son logiciel a aidé certains gouvernements à espionner des dissidents et des militants des droits de l'homme. NSO s'est défendu, insistant sur le fait que ses produits sont uniquement destinés à aider les pays à lutter contre la criminalité et le terrorisme. (24News, le 26-11-2021)

... MILITAIRE ...

Intrusion d'avions militaires chinois et russes dans la Zone d'identification de défense aérienne sud-coréenne...

Neuf avions militaires dont deux chinois et sept russes ont pénétré, vendredi, dans la Zone d'identification de défense aérienne sud-coréenne (KADIZ) en mer de l'Est. Selon l'état-major interarmées sud-coréen (JCS), les aéronefs y sont entrés séparément en fin de matinée avant de la quitter près de dix minutes plus tard. Ils n'ont, néanmoins, pas violé l'espace aérien territorial de la Corée du Sud. Après cet incident, Pékin a déclaré à Séoul via le téléphone rouge que cette entrée faisait partie d'un entraînement militaire. Pourtant, Moscou qui ne dispose pas encore de ligne de communication avec Séoul n'a fait aucune notification en la matière. Le JCS considère à priori qu'il s'agissait d'un exercice conjoint de ces deux alliés. Avant leur pénétration, les forces militaires du pays du matin clair se sont préparées aux situations imprévues en déployant les chasseurs F-15K et KF-16. À cette occasion, un avion ravitailleur KC-330 a été mobilisé pour la première fois pour une opération tactique. En décembre 2020, dix-neuf avions militaires de la Chine et de la Russie avaient déjà pénétré dans la KADIZ. À Séoul, le ministère des Affaires étrangères a exprimé son regret quant à leur nouvelle intrusion sans préavis, et les a appelé à éviter que cela se reproduise.

(KBS World Radio, le 22-11-2021)

Les vols conjoints de bombardiers russes et américains inquiètent le Japon...

Le ministre japonais de la Défense, Kishi Nobuo, a exprimé de graves inquiétudes concernant les vols conjoints de bombardiers russes et chinois près du Japon plus tôt ce mois-ci. Selon le ministère japonais de la Défense, deux appareils des deux pays ont survolé vendredi la mer du Japon et la mer de Chine orientale avant de se diriger vers l'océan Pacifique. Le ministère précise que les avions sont passés au-dessus des eaux se trouvant entre l'île principale d'Okinawa et l'île de Miyako, dans le sud-ouest du Japon. C'est la troisième fois depuis décembre dernier que le ministère japonais de la Défense rend publiques des informations concernant les vols conjoints entre la Chine et la Russie. M. Kishi a indiqué mardi que les exercices répétés sino-russes pouvaient être considérés comme un moyen de transmettre au Japon un message. Il a ajouté qu'il n'était pas impossible que les deux pays renforcent leur coordination militaire. M. Kishi a exprimé de vives inquiétudes, soulignant que les actions de la Chine et de la Russie indiquaient clairement que la situation sécuritaire entourant le Japon était de plus en plus grave.

(Radio Japon international, le 24-11-2021)

L'armée chinoise aurait mené des exercices simulant l'invasion de Taïwan...

Un quotidien japonais a révélé hier que l'armée chinoise avait réalisé, à la mi-novembre, des exercices de simulation d'invasion de Taïwan au large de Hualien, à l'est de Taïwan. Le *Sankei Shimbun* affirme que deux bâtiments militaires chinois de transport de chalands de débarquement (Landing Ship Docks) de classe *Yuzhao* (type 071) ont ainsi manœuvré à seulement 111 kilomètres au large de la côte est de l'île principale. Des exercices qui ont été précédés de manœuvres près d'Okinawa et de Yonaguni. Le quotidien indique qu'après être descendus entre Taïwan et Yonaguni le 14 novembre, les deux navires se sont ensuite attardés près de Hualien. Le média indique aussi qu'en cas d'invasion chinoise, c'est plus probablement la côte ouest de Taïwan qui ferait sans doute d'abord l'objet d'une attaque en raison des conditions géographiques peu propices de l'est de Taïwan, mais qu'un aéroport situé près de Hualien pourrait aussi servir de base de repli pour l'armée de l'Air taïwanaise en cas d'attaques de missiles chinois.

(Radio Taiwan international, le 25-11-2021)

Pékin et Moscou prépareraient des mesures conjointes visant à contrer la menace militaire croissante des États-Unis...

La Chine et la Russie préparent des mesures conjointes pour contrer la menace militaire croissante des États-Unis, ont déclaré les ministres de la Défense des deux pays. « Face à la pression insatiable des

États-Unis, la solidarité entre la Chine et la Russie est aussi forte qu'une montagne et notre amitié est inébranlable. Ensemble, nous nous sommes opposés à l'hégémonie américaine, à son faux régime démocratique et au faux multiculturalisme, ainsi qu'aux nouvelles manifestations de la Guerre froide » a précisé le ministre chinois de la Défense, le général Wei Fengheo, dans un entretien vidéo tenu mercredi avec son homologue russe, le général Sergueï Shoïgou. Les parties ont prolongé l'accord de 2009 sur l'échange d'informations sur les lancements de missiles balistiques. En 2021, les parties ont encouragé davantage la coopération entre les armées chinoise et russe dans plusieurs domaines, avec de nouveaux progrès et des développements dans des manœuvres conjointes, a souligné Wei. À son tour, Shoïgou a souligné la menace croissante à la stabilité mondiale provenant des États-Unis et de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et a déclaré que de plus en plus de bombardiers américains tentent de se rapprocher des frontières russes. Dans ce contexte, il a souligné que la coordination russo-chinoise devient un facteur stabilisateur au niveau mondial et que l'initiative se concentrera uniquement sur des mesures préventives et dissuasives. La Chine et les États-Unis s'affrontent sur une série de questions épineuses telles que la concurrence technologique et commerciale, la pandémie du nouveau coronavirus, à l'origine du Covid-19, les affaires liées à Taïwan et Hong Kong, et la mer de Chine méridionale. Des points de friction opposent la Russie et les États-Unis sur diverses questions, notamment en ce qui concerne la course aux armements, la crise en Ukraine et le déploiement militaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à proximité des frontières russes, entre autres. L'Amérique considère la Russie et la Chine, deux superpuissances militaires, comme les principales menaces. Entre-temps, l'alliance militaire qui renforce Moscou et Beijing suscite de nouvelles inquiétudes aux États-Unis, qui ont déjà reconnu qu'ils ne pourront pas facilement affronter leurs rivaux.

(Radio Havane Cuba, le 25-11-2021)

La coopération entre l'OTAN et la Biélorussie suspendue...

« L'OTAN a suspendu sa coopération pratique avec la Biélorussie », a annoncé mardi le service de presse du ministère biélorusse de la Défense. Commentant l'information, le général de division Viktor Gulevich, chef d'état-major des forces armées biélorusses et premier vice-ministre de la Défense, a déclaré que les pays occidentaux violaient les accords internationaux sur la sécurité et la transparence des activités militaires, ainsi que le Document de Vienne sur les mesures de confiance et de sécurité. Il a également qualifié la fin du dialogue et de la coopération pratique entre l'OTAN et la Biélorussie de nouvelle étape inamicale des États européens.

(Radio Chine internationale, le 24-11-2021)

Signature d'un accord de coopération en matière de défense entre la Maroc et Israël...

Israël et le Maroc ont signé un accord visant à promouvoir la coopération en matière de défense. Il est notamment question d'activités de renseignement et d'exercices militaires conjoints. Selon les médias israéliens, il s'agit du premier accord de défense officiel entre l'État hébreu et une nation arabe. Le ministre israélien de la Défense, Benny Gantz, et son homologue marocain, Abdellatif Loudiyi, ont signé l'accord mercredi à Rabat, la capitale du Maroc. Benny Gantz a fait valoir que ce pacte permettrait aux deux pays d'entreprendre ensemble des projets communs et de promouvoir les liens entre leurs industries de défense. Israël a longtemps été en conflit avec les États arabes sur la question de la Palestine. Cependant, l'année dernière, l'État hébreu a normalisé ses relations diplomatiques avec quatre pays arabes, dont le Maroc et les Émirats arabes unis. Les négociations ont été menées sous l'égide des États-Unis. Le mois dernier, pour la première fois, un haut responsable militaire des Émirats arabes unis a observé un exercice de défense conjoint entre Israël et huit pays, dont les États-Unis et la France. Pour les observateurs, l'État hébreu cherche à renforcer ses liens militaires avec les pays arabes afin d'accroître sa présence dans la région et de surveiller l'Iran, avec lequel les relations sont particulièrement tendues.

(Radio Japon international, le 25-11-2021)

P'yongyang aurait remis en service le réacteur nucléaire de Yongbyon selon 38 North...

La Corée du Nord, a-t-elle remis en service ou pas le réacteur nucléaire de 5 MW de Yongbyon ? Alors que les yeux sont rivés vers le pays communiste, de nouveaux signes affirmant cette possibilité ont été détectés. À l'appui de photos satellites, 38 North a annoncé hier que de la vapeur s'échappait du hall d'un des générateurs du réacteur, ce qui signifierait sa remise en fonction. Le site web américain spécialisé dans le suivi du pays communiste a également déclaré que de l'eau continue d'être déversée

depuis un tuyau auxiliaire du canal conduisant à la rivière de Kuryong. Fin août, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) avait déjà évoqué cette éventualité dans son rapport annuel.
(KBS World Radio, le 25-11-2021)

Entrée en mer Noire du destroyer lance-missiles de l'US Navy Arleigh Burke...

La flotte américaine a annoncé l'entrée d'un de ses vaisseaux en mer Noire, dans un contexte de tensions entre l'Occident et la Russie dans cette région. Moscou avait déjà dénoncé, ces dernières semaines, les manœuvres de navires américains. La Russie s'inquiète de l'entrée d'un nouveau navire de guerre américain dans une des mers bordant son territoire. « Les forces et les moyens de la flotte de la mer Noire ont commencé à surveiller les actions du destroyer lance-missiles de la marine américaine *Arleigh Burke*, qui est entré en mer Noire le 25 novembre 2021 » a déclaré le Centre de contrôle de la défense nationale de la Fédération de Russie, ce 25 novembre, selon l'agence *Interfax*. D'après le compte *Twitter* de la VIe Flotte des États-Unis, basée en Méditerranée, le *Arleigh Burke* (DDG 51) est entré en mer Noire afin de participer à des opérations avec les partenaires des États-Unis au sein de l'OTAN et dans la région. Cette annonce survient dans un contexte de tensions entre Washington et Moscou autour de la mer Noire. Le 7 novembre, le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou avait réagi à la présence de navires armés des États-Unis et de l'OTAN dans cette mer, en estimant qu'il s'agissait d'une tentative de mise à l'épreuve de la protection des côtes et de la frontière sud de la Russie. Plus récemment, le 18 novembre, le président russe Vladimir Poutine a considéré que le comportement des Occidentaux dans cette zone dépassait certaines limites. « Des bombardiers stratégiques volent à 20 kilomètres de nos frontières et transportent, comme on le sait, des armes très dangereuses » avait-il révélé alors. Ces déclarations s'inscrivent dans une séquence de tensions plus large autour de l'Ukraine : ces dernières semaines, Washington et certains de ses alliés ont exprimé leurs craintes quant à des mouvements de troupes au sein du territoire russe, près de la frontière ukrainienne. La Russie a balayé les rumeurs sur des préparatifs d'invasion de l'Ukraine, tout en rappelant qu'elle prenait des mesures pour assurer sa sécurité si nécessaire. En juin dernier déjà, la situation s'était brièvement envenimée en mer Noire lorsqu'un navire militaire britannique, le *HMS Defender*, avait violé les eaux territoriales russes près du littoral de la Crimée, au sud de Sébastopol.

(Radio Havane Cuba, le 26-11-2021)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Un budget spécial pour l'achat d'armes adopté par le Parlement taïwanais...

Un projet de loi autorisant le gouvernement à établir un budget spécial pouvant atteindre 240 milliards de dollars taïwanais (7,66 milliards d'euros) pour les achats d'armes au cours des cinq prochaines années a été adopté aujourd'hui par le Parlement. La nouvelle loi permet au gouvernement d'utiliser un budget spécial qui n'est pas soumis aux contraintes de dépenses du processus budgétaire normal. Ce budget spécial pourra servir à acquérir des armes de défense, principalement de construction locale, afin d'améliorer les capacités anti-aériennes et de la marine taïwanaise. Huit types de systèmes d'armements pourront être acquis dans le cadre de ce budget spécial : missiles antinavires au sol, systèmes de défense aérienne au sol, véhicules aériens sans pilote, systèmes de missiles de croisière air-sol et sol-sol, des sous-marins performants et des systèmes d'armements pour les garde-côtes du pays.

(Radio Taiwan international, le 23-11-2021)

Le Yuan exécutif a approuvé aujourd'hui en conseil des ministres un budget additionnel pour la défense d'une valeur totale de 237,3 milliards de dollars taïwanais (environ 7,6 milliards d'euros) pour renforcer l'armée de l'air et la marine. Le Premier ministre Su Tseng-chang a déclaré que ce budget spécial prévoit l'achat de systèmes d'armes anti-navires et anti-aériens visant à consolider les capacités de défense de Taïwan face à l'intensification des activités militaires chinoises. Selon le Directeurat du budget qui a publié une liste plus détaillée des dépenses possibles, le nouveau budget pourrait notamment permettre l'achat de systèmes de missiles anti-navires sol-mer pour une valeur totale de 79,7 milliards de dollars (2,6 milliards d'euros), l'acquisition de navires de haute performance à 69,2 milliards de dollars (2,2 milliards d'euros), un système sol-air à 34,7 milliards (1,1 milliard d'euros) ou encore des drones de combat pour une somme de 12 milliards de dollars (385 millions d'euros). Notons que le Parlement a donné mardi son feu-vert au gouvernement pour proposer un budget

additionnel de défense.
(Radio Taiwan international, le 25-11-2021)

... CYBERESPACE ...

La cyberattaque menée contre le système de distribution iranien de carburant aurait été menée par Israël...

Israël serait à l'origine de la cyberattaque contre le système de distribution de carburant en Iran perpétrée le mois dernier selon les déclarations de deux responsables américains de la défense au *New York Times*, publiées samedi. Le piratage du système de distribution, assorti de messages numériques blâmant l'ayatollah Ali Khamenei, avait débuté le 26 octobre, entraînant la paralysie de 4 300 stations-service fournissant du carburant subventionné. Le système de distribution n'avait été complètement rétabli que près de deux semaines plus tard. Ce piratage, qui a eu lieu à l'approche du deuxième anniversaire des manifestations de masse contre le gouvernement à propos des prix du carburant, semblait avoir pour objectif de semer le chaos et d'attiser le sentiment antigouvernemental. Plusieurs responsables iraniens avaient immédiatement blâmé Israël et les États-Unis pour l'attaque. Un responsable du ministère iranien du Pétrole a par ailleurs indiqué au *New York Times* que les assaillants avaient également pris le contrôle des réservoirs de stockage de carburant de l'Iran, et qu'ils auraient pu ainsi accéder à des données sur les exportations de pétrole, des informations secrètes susceptibles de révéler des violations iraniennes des sanctions internationales. Quatre jours après cette cyberattaque contre le système de distribution de carburant, le site de rencontres LGBTQ israélien *Atraf* ainsi que des établissements médicaux avaient fait l'objet d'un piratage par le groupe de hackers iraniens *Black Shadow*. Les dossiers médicaux de 1,5 million d'Israéliens avaient été subtilisés et publiés pour une partie d'entre eux, ainsi que les informations personnelles relatives aux utilisateurs du site *Atraf*. Yoram Hacohen, le dirigeant de l'Israel Internet Association, avait désigné cette attaque comme l'une des plus graves à l'encontre de la vie privée qu'Israël ait jamais vues.
(I24News, le 27-11-2021)

Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30